

«Grande Guerre», grands effets: la Belgique et la première guerre mondiale

A la veille de la première guerre mondiale, la Belgique était une des nations industrielles les plus prospères du monde. L'expression «Belle Époque» qualifie à merveille ce moment de l'histoire. La bourgeoisie francophone détenait les leviers du pouvoir. Elle devait sa position sociale dominante et sa richesse au caractère très libéral de la politique du royaume.

Des questions philosophiques la divisaient, en particulier celle de la mainmise de l'Église sur la société. Après avoir perdu la «guerre scolaire» de 1879-1884, les anticléricaux n'allaient plus réussir à contrer l'hégémonie du parti catholique, et une majorité «cléricale» allait gouverner le pays pendant trente années.

La classe dominante dut faire face à deux tendances émancipatrices. Les socialistes menaient un combat opiniâtre en vue de l'instauration du suffrage universel pur et simple, qui leur permettrait de faire adopter par les Chambres tout un ensemble de lois sociales. Les «flamingants», eux, luttaient déjà depuis des décennies pour que le néerlandais fût mis sur un pied d'égalité avec le français. La Constitution belge de 1831 avait établi la liberté de l'emploi des langues mais, dans la pratique, seul le français était en usage dans les pouvoirs publics. Les premières lois linguistiques n'accordaient que de simples facilités aux néerlandophones dans les domaines de la justice, de l'administration et de l'enseignement. Après la reconnaissance légale, en 1898, de l'égalité de principe des deux langues, la néerlandisation de l'université francophone de Gand sera la principale revendication du Mouvement flamand. A partir de 1910, les flamingants de tous les partis militeront de toutes leurs forces pour la concrétisation de cet objectif.

L'armée de l'Yser

L'entrée des troupes allemandes sur le territoire belge le 4 août 1914 suscita une profonde indignation. Au Parlement, le roi Albert I^{er} appela le pays à faire bloc contre l'envahisseur, exhortant tous les Belges à oublier temporairement leurs divergences politiques. Son appel aux soldats du 5 août 1914 est resté célèbre : «Souvenez-vous, Flamands, de la bataille des Éperons d'or, et vous, Wallons de Liège, qui êtes en ce moment à l'honneur, des six cents Franchimontois». Les volontaires affluèrent. Mais l'armée belge ne faisait pas le poids face à la



Depuis une dune à la Panne (Flandre-Occidentale), le roi Albert I^{er} (1875-1934) fixe son regard vers la mer du Nord. Cette photo fut prise par la reine Elisabeth en 1914, Archives du Palais royal et J.-J. Rousseau.

puissance militaire d'outre-Rhin. A la mi-octobre, le pays entier était occupé, à l'exception de la plaine des polders du nord-ouest. Les alliés français et britanniques réussirent à stopper la progression de l'ennemi sur la Marne. Les positions allaient demeurer à peu près inchangées tout au long des quatre années qui suivirent. Il restait aux soldats belges à attendre la fin de la guerre dans la boue des tranchées qu'ils avaient creusées derrière le rempart naturel que formaient l'Yser et l'Ieperlée.

Pendant toute la durée du conflit, le gouvernement belge séjournait dans la station balnéaire française de Sainte-Adresse près du Havre. Comme les ministres devaient gouverner sans Parlement, le Premier ministre – dont le titre officiel était «chef du Cabinet»- décida d'intégrer dans son équipe gouvernementale quelques membres de l'opposition libérale et socialiste. D'emblée, ils convinrent d'instaurer, après la guerre, le suffrage universel pur et simple et d'accroître l'importance du néerlandais à l'université de Gand.

En sa qualité de commandant en chef de l'armée, le roi Albert I^{er} établit sa résidence à la Panne. Pendant toute la durée des hostilités, il fut attentif au maintien de la distinction entre les objectifs de la Belgique neutre, victime de l'agression ennemie, et ceux de ses alliés. Il veilla également à ce que l'armée belge ne fût pas contrainte de prendre part aux sanglantes offensives de ces mêmes alliés. Une conséquence indirecte de ce choix fut que le roi ne connut jamais de problèmes de mutinerie comme ceux qui affectèrent les troupes françaises.

Au sein des Forces belges, le péril émanait surtout des intellectuels flamands. Ceux-ci, après trois ans au service de la patrie, n'acceptaient plus que le français continuât d'être la seule langue en usage à l'armée, que toutes les fonctions les plus intéressantes fussent confiées à des francophones et que la presse flamande fût muselée. Leur ressentiment s'exprimait par le canal d'un *Frontbeweging* (Mouvement du Front) clandestin, qui se mit à diffuser toutes sortes de pamphlets, à peindre la nuit ses revendications sur les ruines de la guerre et à organiser des manifestations dans les cantonnements. Si elles provoquèrent parfois la panique



Le 24 juin 1916: à la tête de pont de Dixmude, le soldat carabinier Isidore Bois d'Engbien joue du violon devant la reine Élisabeth et le lieutenant général De Ceuninck. Il utilise un instrument fabriqué par lui-même avec des matériaux d'occasion, Musée royal de l'armée, Bruxelles.

dans les états-majors, les actions du Mouvement du Front ne parvinrent cependant pas à obtenir du gouvernement des concessions significatives. Pour le noyau dur de ce mouvement, la Belgique allait devenir l'ennemi au même titre que l'Allemagne.

La «Flamenpolitik» : une tentative vouée à l'échec

Dans la Belgique occupée, les autorités allemandes considéraient que le pays ne pourrait rester neutre après la guerre mais devrait faire partie d'une Europe dominée par l'Allemagne. Cependant, les hommes politiques et les militaires étaient divisés quant à la manière de procéder. Pour le chancelier Theodor von Bethmann-Hollweg, une annexion totale n'était ni souhaitable ni réalisable. Il préconisait de laisser à la Belgique une certaine autonomie. Et, pour s'assurer que les rapports avec l'Allemagne seraient amicaux, il fit appel aux Flamands frustrés. Sa *Flamenpolitik* visait à la fois à renforcer la position des Flamands en Belgique et à les gagner à la cause allemande. Les flamingants qui répondirent favorablement se firent appeler activistes.

Les militaires allemands, par contre, songeaient avant tout à gagner la guerre. Estimant que la Belgique devait y contribuer au maximum, ils se mirent à piller le pays. Déjà contrainte d'héberger un impressionnant contingent militaire, la population subit aussi de constantes réquisitions de matières premières et de produits. En septembre 1918, l'avocat gantois Albert Baertsoen recevait pour la septième fois la visite d'un *Suchkommando* à la recherche de cuivre, de vin et de laine. La famine touchait beaucoup de gens. «Dès que la famille est réunie, on ne s'occupe et on ne parle plus que de nourriture», peut-on lire dans le journal de l'avocat (1). L'hiver, faute de charbon et de vêtements, les gens avaient froid. A la fin de l'année 1917, les écoles gantoises fermèrent leurs portes parce qu'on n'avait plus de quoi chauffer les classes. L'industrie se trouvait en grande partie paralysée à cause de la pénurie de matières premières. Si une usine refusait de travailler pour l'occupant, ses machines étaient emportées vers l'Allemagne ou réduites à l'état de ferraille. A partir

Open brief aan den Koning van België
 Albert I

Vlamingen, gedenkt het Guldenstrokenfeest
 (op 5^{de} Augustus, 1914)

Sire,

Tol vertrouwen in U die, bij het ingaan van den
 wereldoorlog, de Vlamingen aan het Guldenstrokenfeest her-
 innerdet, komen wij tot U, wij, de Vlaamsche soldaten, het
 Vlaamsche leger, het leger dus van den Yser, om U te zeg-
 gen wat wij lijden, waarom wij lijden, om U te zeggen dat
 we ons bloed voor ons land veil houden doch dat het niet
 dienen mag om de boeien van ons volk nauwer toe te
 halen maar om het vrij te laten ademen, vrij te laten
 leven.

Premières lignes d'une «lettre ouverte» que le «Mouvement du Front» adressa au roi Albert I^{er}: «Pleins de confiance en Vous, qui, au début de la guerre mondiale, avez rappelé aux Flamands la Fête des Éperons d'or, nous venons à Vous, nous, les soldats flamands, l'armée flamande, l'armée donc de l'Yser, pour Vous dire ce que nous souffrons, pourquoi nous souffrons, pour Vous dire que nous mettons notre sang à la disposition de notre pays, que notre sacrifice ne peut pourtant servir à resserrer les chaînes de notre peuple mais qu'il doit au contraire lui permettre de respirer librement, de vivre libre». Cette lettre resta sans réponse officielle.

d'octobre 1916, des travailleurs furent réquisitionnés pour l'Allemagne ou pour le front.

La population ne survivait que grâce à un système social très élaboré, supervisé par un Comité national de secours et d'alimentation qui comptait dans ses rangs aussi bien des représentants du monde des entreprises que des délégués des trois partis politiques. Son réseau de distribution très étendu faisait de cet organisme le principal pouvoir «autochtone» sous l'occupation. Sa direction préparait discrètement l'après-guerre.

L'exploitation forcenée que lui faisait subir l'occupant renforçait l'antipathie de la population à son égard. Dès lors, la politique de séduction du chancelier allemand n'avait aucune chance. Quand, en octobre 1916, le gouverneur général allemand Moritz von Bissing et son entourage vinrent à Gand pour l'inauguration solennelle de l'université néerlandisée, il y avait à d'autres endroits de la ville des soldats allemands qui débusquaient des travailleurs sans emploi. La haine vis-à-vis des Allemands ne tarda pas à rejaillir sur «tous ceux qui passent pour les complices des Allemands, à commencer par les flamingants» (2). Le cardinal Mercier devint la figure emblématique de la résistance à l'occupant et à ses collaborateurs.



Le 21 octobre 1916: le gouverneur général Moritz von Bissing (premier rang, deuxième personne à partir de la droite) remet les pouvoirs de l'université «flamande» de Gand au sénat académique. (Photo «Universiteitsbibliotheek Gent»).

«Le palais royal étant vide», écrivait l'historien Henri Pirenne, «les regards se tournèrent vers le palais archiépiscopal de Malines» (3). A la Libération, la foule en colère saccagera les maisons des activistes. La cause flamande en avait pris un coup !

Qu'en est-il de la neutralité ?

La fin de la première guerre mondiale fut officialisée par le Traité de Versailles le 28 juin 1919. Au cours des négociations, l'Angleterre et la France avaient été plus attentives à leurs intérêts économiques qu'aux beaux principes qu'elles avaient professés pendant le conflit. Ce traité de paix n'était pas signé *avec* l'Allemagne, mais aux dépens de l'Allemagne. Celle-ci se voyait imputer l'entière responsabilité de la guerre. Elle serait donc seule à payer la note. La délégation belge avait rapidement perdu une partie de ses illusions : «Les marques de sympathie prodiguées naguère à la *Belgique martyre* se révélaient comme n'ayant été qu'un thème à harangues, auquel ne correspondaient ni le sens de la justice ni le sentiment de l'honneur» (4).

Le Traité de Versailles mettait un terme à la neutralité que les grandes puissances avaient imposée jadis à la Belgique, mais il ne précisait pas quel serait désormais son statut. Les revendications de la Belgique vis-à-vis du Luxembourg et des Pays-Bas n'avaient pas été entendues. Elle devait entre autres renoncer à toute prétention à propos de l'embouchure de l'Escaut. En revanche, la Belgique pouvait annexer la région frontalière d'Eupen-Malmedy-Saint-Vith moyennant accord de la population. Le gouvernement organisa un «référendum» auquel seuls les opposants étaient tenus de participer. Sur les 64000 habitants, 271 seulement osèrent se prononcer contre le rattachement, parmi lesquels 200 fonctionnaires allemands. La Belgique se voyait d'autre part attribuer un mandat –terme élégant pour désigner une annexion- sur les colonies allemandes du Ruanda et du Burundi. Enfin, en guise de première



Le «coup de Lophem» se prépare: le socialiste Édward Anseele (1856-1938, à droite) en compagnie du libéral Paul-Émile Janson (1872-1944, au milieu) et le consul espagnol Pedro Saura (à gauche), Archives du Palais royal (Photo E. de Jong).

tranche des réparations dues pour les dommages de guerre occasionnés au pays, l'Allemagne verserait à la Belgique une somme de 2,5 milliards de francs belges.

Dégagée de son obligation de neutralité, la Belgique chercha à se rapprocher de ses alliés. Si l'Angleterre préféra maintenir ses distances, la France se montra intéressée par un renforcement des liens de coopération. En septembre 1920 fut signé un accord militaire secret qui, dans les milieux flamands surtout, suscita la réprobation pendant des années. L'Allemagne ne respectant pas ses obligations financières, le gouvernement français décida au début de l'année 1923 d'occuper la Ruhr. La Belgique, elle aussi, y envoya des troupes. L'opération tourna court. Le roi et le gouvernement s'orientèrent alors vers une nouvelle politique de neutralité.

Le coup de Lophem

Revenons à la fin de la guerre. Le 11 novembre 1918, jour de l'Armistice, le roi Albert I^{er} reçut au château de Lophem un représentant du Comité National, accompagné du dirigeant socialiste gantois Edward Anseele. Peu après, il révoqua son cabinet de guerre et nomma un «cabinet d'union sacrée» composé de nouveaux venus issus des trois partis. Un inconnu, l'avocat bruxellois Léon Delacroix, devint Premier ministre. Le point essentiel du programme gouvernemental était la généralisation du droit de vote. D'autres réformes étaient annoncées, répondant principalement à des revendications socialistes. Le cardinal Mercier fit part de son inquiétude : «On traite la majorité catholique comme une quantité négligeable!» (5) Pendant des années, parce qu'ils étaient persuadés que le roi avait cédé devant les «rouges» qui menaçaient de descendre dans la rue et de faire la révolution, les conservateurs parlèrent du «coup d'État de Lophem».

Le nouveau gouvernement instaura immédiatement le suffrage universel, sans passer par la révision requise de la Constitution. Le droit de vote n'était pas octroyé aux femmes - il ne



«Tour de l'Yser» - Dixmude: à l'avant-plan, les ruines de la première tour de l'Yser inaugurée en 1930 et dynamitée en 1946 par des «inconnus». Sur les restes de la tour, on a élevé la Croix des héros. La nouvelle Tour de l'Yser (84 mètres) a été construite entre 1952 et 1962. En 1986, le monument de l'Yser et le domaine qui l'entoure ont été déclarés «Mémorial de l'émancipation flamande». En 1992, il a été inscrit à l'inventaire des monuments historiques protégés. Pour l'instant, on travaille à l'aménagement en musée des vingt-quatre étages de la tour. Neuf étages, consacrés à la première guerre mondiale et à l'émancipation flamande, sont déjà prêts (Photo David Samyn).

le sera qu'en 1948 - parce que les anticléricaux craignaient «que les femmes ne votent pour les curés». Les élections du 16 novembre 1919 provoquèrent un véritable séisme : le parti catholique perdait sa majorité absolue, la représentation socialiste le talonnait et avait deux fois plus de sièges que la fraction libérale. Le Parlement ne tarda pas à voter les autres mesures prévues au programme du gouvernement. La restriction du droit de grève fut abrogée et la durée quotidienne du travail fixée à huit heures.

L'élection de Borms

Après la guerre, les dirigeants du Mouvement du Front avaient créé le *Frontpartij*. Lors des premières élections, ce parti nationaliste n'avait obtenu que cinq sièges, de sorte que son influence au Parlement était assez faible. Les anciens combattants flamands et leurs sympathisants, qu'ils fussent ou non membres du parti du Front, se réunissaient chaque année sur le site de l'Yser pour rendre hommage à leurs morts. En 1924, ils firent l'acquisition d'un terrain à Kaaskerke, près de Dixmude, afin de regrouper les sépultures de leurs compagnons d'armes. C'est là que fut inaugurée en 1930 la première tour de l'Yser, au fronton frappé du sigle du mouvement des étudiants catholiques flamands : AVV-VVK (*Alles voor Vlaanderen - Vlaanderen voor Kristus* - Tout pour la Flandre - la Flandre pour le Christ). Le pèlerinage annuel à la tour de l'Yser devint une tradition porteuse des idéaux de liberté («autogestion»), de tolérance («paix de Dieu») et de pacifisme («jamais plus la guerre»).

Au début des années 20, le gouvernement entama prudemment la néerlandisation qu'il avait promise en temps de guerre. En 1921 fut promulguée une nouvelle législation

linguistique pour l'administration, instituant le principe selon lequel c'est la langue de la région qui doit être utilisée dans les rapports avec les citoyens. D'importantes minorités linguistiques bénéficieraient cependant d'accommodements ou «facilités». Le statut linguistique d'une commune pourrait être modifié si le recensement annuel de la population établissait que la minorité (francophone) était devenue majorité. Ces recensements s'assimilaient à des référendums.

En 1923, l'université de Gand fut scindée en une section francophone et une section néerlandophone, chacune d'elles prodiguant deux tiers des cours dans sa langue et un tiers dans l'autre langue. Ce compromis ne satisfaisait pas les flamingants, qui le rejetèrent avec dédain et décrétèrent le boycott. En 1930, les étudiants n'étaient plus que 230 sur 1700 à opter pour le régime flamand.

Le jeune *Frontpartij* avait, dès le début, travaillé en liaison avec les activistes plus âgés. On le retrouve donc très logiquement mêlé au mouvement qui réclame l'amnistie pour les activistes frappés de condamnations. C'est en 1928 que le parti réalisa son meilleur coup en proposant la candidature d'August Borms à des élections partielles à Anvers. Borms, qui avait été condamné à mort pour activisme et était emprisonné depuis 10 ans, remporta un succès retentissant, semant le désarroi dans le landerneau politique. Même si elle fut invalidée, cette élection eut d'importantes répercussions. Durant les années suivantes, le Parlement vota différentes lois qui allaient permettre une néerlandisation en profondeur de la vie publique en Flandre : néerlandisation de l'université de Gand en 1930, de l'enseignement primaire et secondaire en 1932, et enfin de l'administration.

La première guerre mondiale a donc marqué un tournant dans l'histoire de la Belgique. Elle a eu pour effet la mise en oeuvre plus rapide que prévu du programme de la partie la plus redoutable de l'opposition, les socialistes. Le Mouvement flamand a connu davantage de problèmes pour réaliser son programme. Si l'activisme avait nui à la cause flamande, la discrimination linguistique au front par contre avait radicalisé la jeune génération. L'opposition idéologique entre cléricaux et anticléricaux relativement peu perceptible dans ce débat, était seulement en veilleuse et ne manquerait pas de se ranimer ultérieurement.

DANIËL VANACKER

Journaliste au quotidien «*De Gentenaar*».

Adresse : Bagattenstraat 60, B - 9000 Gent.

Traduit du néerlandais par Jean-Marie Jacquet.

Notes :

(1) ALBERT BAERTSOEN, *Notes d'un Gantois sur la guerre de 1914-1918*, A. Vandeweghe, Gand, 1929.

(2) JOSEPH NEVE, *Notes sur l'occupation de Gand*, manuscrit, Archives de la Ville de Gand.

(3) HENRI PIRENNE, *La Belgique et la Guerre Mondiale*, PUF/Yale University Press, Paris/ New Haven, 1928.

(4) Pierre Orts, diplomate belge cité dans HENRI HAAG, *Le comte Charles de Broqueville*, Collège Érasme/Éditions Nauwelaerts, Louvain-La-Neuve/Bruxelles, 1990.

(5) Le cardinal Désiré Mercier, cité dans HENRI HAAG, *Le comte Charles de Broqueville* (cf. ci-dessus).